



## édito

### Folie gouvernementale

Fallait-il attendre que Jayen Chellum entame son douzième jour grève de la faim pour que certains ministres se décident de désamorcer cette crise? Fallait-il qu'un secrétaire général d'une Ong entame une action au risque de sa vie pour que le gouvernement se décide, enfin, à entendre la voix de la raison? Jayen Chellum, seul, contre le gouvernement et son appareil d'Etat, a obtenu une victoire admirable mais les pense-petits du gouvernement au lieu d'accepter cette déconfiture dans la dignité, tente maintenant d'humilier Jayen Chellum et l'ACIM dans la victoire...

Si la MBC avait assumé comme il se doit sa responsabilité en tant qu'unique station de radio et de télévision nationale, en se conformant aux dispositions de la *MBC Act*, peut-être Jayen Chellum aurait mis fin à sa grève de la faim au bout de quelques jours. En effet, la population alors nettement plus informée de ce conflit opposant l'ACIM et le gouvernement aurait commencé à manifester son soutien au secrétaire général de l'ACIM. Et face à cette mobilisation de la population, le gouvernement aurait été contraint de trouver rapidement une solution à ce problème.

Mais non, la MBC a préféré se contenter du rôle de paillason du pouvoir et de faire

un blackout total de cette grève de la faim. Et c'est sans surprise que le cameraman et la journaliste de la MBC ont dû prendre leurs jambes à leur cou pour déguerpir de la place de la Cathédrale face à une petite foule hostile, après la conclusion de l'accord.

Ils étaient une poignée - syndicalistes, hommes et femmes de conviction, militants de la gauche plurielle, à avoir soutenu Jayen Chellum tout le long de cette éreintante épreuve. A la place de la Cathédrale, lors des veillées, si l'issue de ce combat héroïque semblait incertain, la détermination et le courage étaient cependant de mise. Affaibli par cette épreuve, Jayen Chellum, puisait de ses réserves, pour murmurer quelques mots

à ceux venus lui rendre visite.

Sur le visage de ceux présents, se lisait cette révolte contre ce qu'ils considéraient comme une effrayante injustice, une dérive totalitaire d'un gouvernement insensible. Mais aucun sympathisant ne souhaitait des débordements et des excès de zèle.

Une riposte presque dans le silence. Une formidable force morale contre une machinerie gouvernementale bornée et aveugle. Un peu comme cet homme, seul, qui défiait les colonnes de chars sur la place Tiananmen.

S'il n'y avait pas grand monde à la place de la Cathédrale, ce n'est pas pour autant que l'ensemble de la population a été indifférente à l'action du secrétaire général de l'ACIM. Informés par la presse et certaines radios privées, de nombreux citoyens mauriciens désapprouvaient totalement la façon de faire du gouvernement et particulièrement celle de Mme Bappoo, qui d'ailleurs a été complètement discréditée après cette capitulation du gouvernement.

Il est clair, depuis la fin de la semaine dernière, que le gouvernement, sans toutefois le concéder, était pris à son propre piège. Mais secrètement, espérant que Jayen Chellum allait mettre fin à sa grève de la faim. Mais c'était sans compter sur la grande force psychologique dont était animé le gréviste.

Le dénouement est intervenu après douze jours de grève et l'accord signé dans la salle de conférence du ministère n'a été qu'une mise en scène pour tenter d'offrir une voie de sortie honorable au gouvernement. Mais au lieu d'accepter humblement cette bavure, voilà que Sithanen parle de considérations humanitaires et Bappoo de malentendu sur les revendications de l'ACIM. Une preuve de plus de la

grossière malhonnêteté du gouvernement sur ce dossier.

Quelles leçons tirer du combat de l'ACIM? D'abord, il est un fait que ce sont les consommateurs mauriciens qui ont été les plus grandes victimes de la politique ultra-libérale du gouvernement depuis 2005. En s'attaquant à une association pour la protection des consommateurs, le gouvernement vient en quelque sorte confirmer que sa cible principale est les consommateurs mauriciens. Tondus, piétinés, passés à l'essoreuse, les consommateurs mauriciens ont subi de plein fouet les conséquences de la politique économique du gouvernement depuis 2005. Dans leur logique, il était devenu nécessaire de casser les reins de l'ACIM.

Ensuite, la société civile doit réfléchir sur les modes de résistance et d'organisation efficaces pour défendre leurs causes. Aucun citoyen, aucune Ong, n'est totalement à l'abri des dérives éventuelles de l'Etat. La société civile doit donc développer de nouveaux moyens de lutte pour faire entendre raison au gouvernement du jour.

Jayen Chellum a été, lors de ce combat, un symbole. Un symbole contre toutes les injustices commises par ce gouvernement depuis 2005 : les opérations "lev paké alé", le limogeage des *Health Care Assistants*, le licenciement des travailleurs de l'ex-DWC, les victimes de *Sale by Levy*, l'abolition des subsides sur les frais d'exams du SC et du HSC, l'introduction des nouvelles lois du travail... Jayen Chellum a, par le biais de son action, redonné l'espoir à tous ceux qui continuent à combattre l'injustice sous toutes ses formes.

Bravo Jayen Chellum et à cette petite poignée de fanatiques de la liberté et de la justice.

### Interrogation

Cette semaine, la presse dominicale a fait état d'une importante acquisition des radios high-tech par les forces de l'ordre pour améliorer son système de communication. Ce système opérationnel d'ici mai, a nécessité un important investissement des fonds publics, soit environ Rs 300 millions. C'est une bonne chose pour les forces de l'ordre qui au niveau d'équipements, n'ont pas été vraiment gâtées ces dernières années. Au fait, il faut faire davantage d'effort pour mieux équiper les forces de l'ordre surtout avec des véhicules modernes car il ne fait pas très beau dehors au niveau du "law and order". Les cas d'agressions et vols sont en pleine croissance depuis le début de l'année.

Séquestration, assassinat, trafic de drogue, viol et attaque à mains armées, le problème d'insécurité est plus que jamais d'actualité ces jours-ci. L'impuissance des autorités face à la recrudescence de la criminalité dans le pays nécessite l'attention de tout un chacun. Il suffit de jeter un coup d'oeil tous les jours aux journaux pour avoir un aperçu de la situation sur le plan de l'ordre et de la paix publiques. Des touristes sont quotidiennement attaqués. Les personnes âgées ne se sentent plus en sécurité chez eux. Le Mauricien vit désormais avec la peur au ventre car il peut, ou un membre de sa famille, être victime d'une agression à tout moment et n'importe où. Il n'y a pas de doute que la sécurité sera un cheval de bataille lors de la prochaine campagne électorale.

Car c'est un sujet qui nécessite une attention particulière surtout dans un pays où le pourcentage de criminalité a dépassé toutes les prévisions et que rien n'arrête les auteurs de ces crimes même quand il faut abattre quelqu'un de sans froid entouré de ses proches pour une affaire de drogue, ou d'agresser à mort son rival ensuite se débarrasser du

### L'effet domino

corps en laissant traîner les preuves. Il faut croire que même les auteurs des crimes sont gagnés par le sentiment "ale fer f..." ou encore celui "arrive qui pourra". Un sentiment qui fait froid dans le dos et qui met encore plus la pression sur la population qui déjà ne se sent plus protégée. A tel point qu'elle finira, un de ses jours, par prendre la loi entre ses mains. Comme ce règlement de compte à Baie du Tombeau où une jeune femme a porté plainte contre son voisin sadique et que le mari et son beau-frère lassés par le comportement de la police et du sadique ont fini par agresser à coup de sable ce dernier en pleine rue à quelques mètres de sa maison.

De tel dérapage devient malheureusement inévitable car il y aura toujours une dernière goutte pour faire déborder le vase. On doit prier que ce cas soit isolé.

Imaginons un instant si chacun veut faire sa propre justice, ce serait l'anarchie et le chaos. Malheureusement, si les mesures qui s'imposent ne sont pas prises et que le gouvernement, les forces de l'ordre, la société civile, les hommes religieux et chaque Mauricienne et Mauricien n'assument pas leurs responsabilités, un tel spectacle de désolation deviendra alors une réalité.

Il faut croire que ces dernières années, tout a été fait pour créer un tel environnement. Il y a eu d'abord l'annulation de la démocratisation de l'éducation grâce à la réforme pour être remplacée par un système éducatif sélectif ; la lutte contre la pauvreté a été un échec car le pays a enregistré plus de 10 000 nouveaux pauvres ; le Subutex a inondé le pays en un temps record ; les maisons de jeu et autres casinos poussent comme des champignons ; le Mauricien est initié à la culture du jeu ; l'égalité des chances n'est qu'un vain mot car le protectionnisme est toléré et encouragé par les soi-disants initiateurs de l'*Equal Opportunities Act*.

On peut continuer jusqu'à demain matin. En résumé, tout a été fait pour que l'île Maurice devienne ce qu'elle est aujourd'hui, le paradis du Subutex, le Las Vegas de l'océan Indien et le Far West de la région. Une image qu'on aurait pu s'en passer avec des vrais patriotes et des personnes compétentes à la tête du pays. Tel n'est malheureusement pas le cas depuis juillet 2005.

### INDUSTRIE SUCRIÈRE

#### Vers une sortie de crise

La Mauritius Sugar Producers' Association (MPSA) doit soumettre, mercredi prochain, les informations que souhaite obtenir le front commun des syndicats de l'industrie sucrière pour relancer les négociations sur l'augmentation salariale et les conditions d'emploi. C'est l'engagement pris par cette association patronale devant l'*Employment Relation Tribunal* (ERT) qui s'est réuni au début de l'année pour entendre les dépositions de la MPSA et du front commun des syndicats de l'industrie sucrière après que les deux parties avaient refusé de poursuivre les négociations.

Ce qui laisse présager une possible sortie de crise dans ce secteur après plusieurs mois de statu quo qui avait débouché sur une situation de "deadlock". Si les engagements sont respectés, des nouvelles discussions devront démarrer d'ici à la mi-février entre les deux partenaires. Et, selon nos renseignements, la MPSA et le *Joint Negotiating Panel* du front syndical sont prêts à retourner à la table des négociations dans un environnement plus détendu. "Mais pour le moment, nous ne sommes pas encore là", a tenu à préciser, un porte-parole du front syndical qui souhaite qu'un accord soit trouvé le plus vite possible pour ne pas pénaliser davantage les laboureurs et les artisans de l'industrie sucrière qui, rappelons-le, n'ont pas obtenu d'augmentation salariale depuis plus de dix ans.